**2.1 DECRET N° 2006-126 /PM DU 04 DECEMBRE 2006 PORTANT
STATUT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS UNIVERSITAIRES
ET HOSPITALO-UNIVERSITAIRES.**

ARTICLE PREMIER : En application de l'Article 31 de la loi N°93-09 du 18 janvier 1993 portant Statut Général des Fonctionnaires et Agents Contractuels de l'Etat, le présent décret fixe le statut particulier des corps des Enseignants chercheurs universitaires et des Enseignants hospitalo-universitaires des facultés de médecine, de pharmacie et de chirurgie dentaire.

Article 2 : Les corps des enseignants chercheurs universitaires et des enseignants hospitalo-universitaires sont classés en catégorie A.

Article 3 : Le corps des enseignants chercheurs universitaires comprend quatre grades :

- Professeur des universités ou directeur de recherche
- Professeur habilité ou Maître de recherche
- Maître de conférences ou Assistant de recherche
- Maître assistant.

Les dispositions du présent décret relatives aux corps des enseignants chercheurs universitaires, sont mutadis mutandis applicables respectivement aux directeurs, maîtres et assistants de recherche.

Article 4 : Le corps des enseignants hospitalo-universitaires comprend trois grades:

- Professeur hospitalo-universitaire,
- Professeur agrégé
- Chef de cliniques assistant hospitalo-universitaire.

Article 5 : La nomenclature, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade ainsi que les conditions de recrutement seront fixés au titre II du présent décret.

Article 6 : Participe, également, à l'accomplissement des missions assignées à ces corps, le personnel enseignant contractuel suivant :

- Les professeurs émérites et honoraires ;
- Les enseignants visiteurs ;
- Les enseignants associés ;
- Le personnel extérieur nécessaire aux vacances et monitorats.

Titre I : Dispositions Communes

Chapitre I : Droits et Obligations

Article 7 : Les enseignants chercheurs universitaires et les enseignants hospitalo-universitaires concourent à l'accomplissement des missions de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans leur domaine de spécialité. A cet effet :

- Ils participent à l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation, et assurent la transmission des connaissances au titre de la formation initiale et continue. Ils assurent l'encadrement, le conseil et l'orientation des étudiants et contribuent à l'amélioration des méthodes pédagogiques.
- Ils ont également pour mission le développement de la recherche fondamentale, appliquée, pédagogique, ainsi que la valorisation de ses résultats.
- Ils participent au développement scientifique en liaison avec les organismes de recherche et avec les secteurs sociaux et économiques concernés.
- Ils contribuent à la coopération entre la recherche industrielle, la recherche universitaire et l'ensemble des secteurs de production.
- Ils participent à la diffusion de la culture, de l'information scientifique et technique et à l'encadrement des mémoires de fin d'études, des thèses et aux travaux de terrain.
- Ils contribuent au sein de la communauté scientifique et culturelle internationale à la transmission des connaissances et à la formation. Ils contribuent également au progrès de la recherche. Ils peuvent se voir confier des missions de coopération internationale.
- Ils dispensent des enseignements fondamentaux, dirigés et pratiques, conformément aux textes en vigueur. Ils procèdent à l'évaluation et aux contrôles de connaissances des étudiants.
- Ils participent à l'organisation et au déroulement des examens ainsi qu'au jury des examens et des concours spécialisés organisés par le ministère chargé de l'enseignement supérieur, et le cas échéant, celui de la santé.
- Ils participent aux activités de recherche scientifique et contribuent au développement de celle-ci ainsi que, le cas échéant, à la finalisation de ses résultats.
- Les activités énumérées ci-dessus sont exécutées sous l'autorité des doyens ou directeurs des établissements, des chefs de départements et des responsables des unités de formation et de recherche.

Article 8 : Les enseignants chercheurs universitaires et les enseignants hospitalo-universitaires de l'enseignement supérieur ne peuvent être affectés de leur établissement d'origine que sur leur demande.

Article 9 : Sans préjudice des droits et obligations des personnels régis par le statut général de la fonction publique, il est garanti aux personnels régis par le présent statut, dans l'exercice de leurs fonctions, le bénéfice des franchises et libertés universitaires traditionnelles, dans le respect des lois et règlements, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

Article 10 : La police générale des établissements d'enseignement supérieurs consiste, pour les personnels enseignants de ces établissements, à assurer le déroulement normal de leurs activités d'enseignement, de recherche et d'appui au développement dans la liberté, l'ordre et la dignité universitaire et dans le respect des lois et des règlements.

Article 11 : Les personnels des corps des enseignants de l'enseignement supérieur régis par les dispositions du présent décret sont tenus de fournir, pendant la durée de l'année universitaire, un service annuel d'enseignement.

Les prestations pédagogiques rentrant dans le décompte du service dû peuvent être fournies dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement supérieur relevant du Ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Ils ont droit à un congé annuel avec traitement d'une durée de soixante jours consécutifs pour une année de service accompli.

Article 12 : La répartition des services d'enseignement entre les différents grades est arrêtée chaque année par le responsable de l'établissement, sur proposition du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de faculté ou de l'établissement, après avis des chefs des départements ou des responsables des unités de formation et de recherche.

Article 13: Les enseignants de l'enseignement supérieur appartenant à ces corps doivent la totalité de leur temps de service à la réalisation des différentes activités qu'impliquent leurs fonctions.

En matière de cumuls d'emplois et de cumuls de rémunération publiques ou privées, ils sont soumis au régime général de la fonction publique. Toutefois, ils peuvent exercer des activités lucratives lorsque ces activités sont liées à leurs compétences et à leur spécialité et ce dans le strict respect des dispositions de l'alinéa 1 du présent Article.

Article 14 : 1- La charge annuelle d'enseignement due par les enseignants chercheurs universitaires et les enseignants hospitalo-universitaires de l'enseignement supérieur est déterminée en fonction de leur grade.

2 - En cas de nécessité de service, ils peuvent assurer des heures supplémentaires d'enseignement dans les établissements dont ils relèvent. La rémunération des heures supplémentaires est fixée par décret.

3 - Dans le cas où un enseignant n'assurerait pas l'intégralité de sa charge d'enseignement dans son établissement d'affectation, il peut être appelé à compléter son service dans un autre établissement d'enseignement supérieur relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et situé dans un rayon de 70 kilomètres au maximum. Dans ce cas les frais de transport sont assurés par l'établissement d'accueil.

4 - Avant l'ouverture de chaque année universitaire, les personnels de ces corps présentent au conseil pédagogique, scientifique et de recherche de leur établissement d'affectation un rapport sur leurs activités d'enseignement, d'encadrement et de recherche de l'année universitaire écoulée.

5- Les personnels appartenant à ces corps nommés au sein d'un établissement d'enseignement supérieur ou de l'administration des institutions universitaires, ou des établissements publics de recherche scientifique, bénéficient d'une réduction de 50% de leur charge d'enseignement.

6- Les personnels appartenant à ces corps, nommés, en dehors des établissements d'enseignement supérieur, de l'administration des institutions universitaires et des établissements publics de recherche scientifique, sont tenus d'assurer, en tant que service dû, un tiers (1/3) de leur charge d'enseignement.

7- Les personnels appartenant à ces corps, nommés dans une fonction élective ou Gouvernementale, sont soustraits de l'obligation d'assurer l'intégralité de leur charge d'enseignement.

Article 15 : Les personnels appartenant à ces corps ainsi que les professeurs honoraires, portent, selon leur grade, le costume académique de leur discipline dans les cérémonies universitaires et dans les autres cérémonies officielles où les Universités sont conviées en corps constitué. La composition du costume est définie par décret, après avis du conseil d'administration de l'Université. Sa confection et sa gestion sont prises en charge par l'institution concernée.

Chapitre II : Positions

Article 16 : Les corps des enseignants de l'enseignement supérieur régis par le présent décret sont assujettis aux règles générales concernant les positions des fonctionnaires fixées par la loi 93-09 du 18 janvier 1993 susvisée et ses décrets d'application sous réserve des dispositions ci-après:

Section I : Délégation

Article 17 : Les personnels appartenant à ces corps peuvent être placés, à des fins d'intérêt général, en délégation. Ils continuent à percevoir leur traitement et à bénéficier de l'ensemble des droits attachés à la position d'activité. La délégation peut être prononcée auprès :

- a) D'un établissement national d'enseignement supérieur de recherche ou de formation scientifique et technique ;
- b) D'un organisme public ou d'intérêt public.

Article 18 : La délégation ne peut être autorisée auprès de tout autre organisme de droit privé, si l'enseignant a, au cours des cinq années précédentes, exercé un contrôle sur cet organisme, ou a participé à l'élaboration ou à la passation de marchés conclus avec celui-ci.

Article 19 : La délégation est prononcée par arrêté du ministre dont relève l'établissement de l'enseignement supérieur après approbation du conseil d'administration sur la base d'un avis favorable et motivé du doyen ou du directeur de l'établissement auquel est affecté l'intéressé.

Article 20 : La délégation est accordée pour une durée égale au plus, à quatre ans. Elle est subordonnée à la conclusion entre l'établissement d'origine et l'établissement, ou l'organisme d'accueil, d'une convention qui en fixe l'objet et en détermine les modalités.

Ces modalités peuvent être les suivantes :

- a) L'enseignant de l'enseignement supérieur appartenant à ces corps délégué continue à assurer dans son établissement d'origine le service d'enseignement exigé par son statut;
- b) Il est remplacé par un ou plusieurs enseignants contractuels qui assurent l'ensemble de ses services.
- c) Une contribution permettant d'assurer le service d'enseignement de l'intéressé est versée au profit de l'établissement d'origine;
- d) Une contribution au moins équivalente à l'ensemble du traitement de l'intéressé et des charges sociales qui y sont afférentes est versée au profit de l'établissement d'origine.

La convention peut prévoir l'utilisation successive de plusieurs des modalités ci-dessus énumérées au cours d'une même période de délégation.

Dans le cas d'une délégation auprès d'un organisme privé le recours à la modalité prévue au d) ci-dessus est obligatoire au-delà des 6 premiers mois.

Section II : Détachement

Article 21 : Les enseignants de l'enseignement supérieur régis par le présent décret peuvent être détachés pour une période maximale de cinq ans renouvelable.

Jusqu'à expiration de la première période de détachement l'enseignant de l'enseignement supérieur ne peut être remplacé dans son emploi qu'à titre temporaire, par des enseignants contractuels.

Toutefois, le ministre dont relève l'établissement d'origine peut autoriser le remplacement d'un enseignant détaché par le recrutement d'un enseignant permanent lorsqu'un emploi de même grade et de même spécialité doit devenir vacant dans un délai maximum de deux ans, par suite d'une mise à la retraite. L'enseignant détaché est de droit réintégré sur l'emploi ainsi libéré.

Article 22 : La réintégration dans son corps d'origine à l'issue de son détachement est prononcée par le ministre dont relève l'établissement dans les conditions déterminées ci-après.

L'enseignant placé en position de détachement qui n'a pas été remplacé dans son emploi est réintégré dans ce dernier à l'expiration de la période de détachement.

L'enseignant placé en position de détachement qui a été remplacé dans son emploi est réintégré dans son établissement d'origine ou dans un autre établissement à la première vacance intervenant dans son grade et dans sa discipline.

Article 23 : Dans le cas du détachement auprès d'un organisme privé l'avis du conseil d'administration doit être recueilli.

Un tel détachement ne peut être prononcé que si l'intéressé n'a pas eu au cours des cinq dernières années, soit à exercer un contrôle dans l'organisme, soit à participer à l'élaboration ou à la passation de marchés avec le dit organisme.

Section III : Congés Sabbatique ou d'Etudes

Article 24 : Les enseignants de l'enseignement supérieur régis par le présent décret peuvent bénéficier après six ans d'exercice effectif dans le domaine de leur spécialité, d'une année académique complète de congé dit congé sabbatique, aux fins de compléter leurs travaux de recherche jugés utiles pour l'enseignement supérieur.

Cette autorisation est accordée, sur la base d'un programme d'études et de recherches, par décision du Ministre dont relève l'établissement concerné, sur proposition du Président ou du Directeur de l'établissement après avis favorable du Conseil pédagogique et scientifique. Dans cette position, les bénéficiaires conservent l'intégralité de leur traitement.

Article 25 : Les enseignants de l'enseignement supérieur titulaires appartenant à ces corps peuvent être autorisés annuellement à s'absenter pour une période d'un mois et demi pour études tout en conservant l'intégralité de leur traitement. Le congé d'études est accordé par décision du Président ou du Directeur de l'Etablissement après avis, du conseil pédagogique et scientifique de l'établissement et sur la base d'un programme d'études ou de recherches soumis par l'intéressé.

Pour les enseignants hospitalo-universitaires, l'avis de la structure hospitalière d'affectation est requis.

La durée du congé d'études peut être cumulée et portée à trois mois au terme de trois années d'activité.

Les enseignants du supérieur peuvent bénéficier du financement d'un stage de perfectionnement tous les trois ans conformément à un plan de formation établi par le conseil d'administration de l'établissement concerné, sur proposition du conseil pédagogique et scientifique.

Article 26 : Le congé sabbatique ou d'études ne peut être prolongé.

Le bénéficiaire d'un congé sabbatique ou d'études demeure en position d'activité et ne peut cumuler la rémunération dans cette position avec une rémunération publique ou privée.

A l'issue du congé, l'intéressé adresse au président ou directeur de son établissement un rapport sur ses activités pendant cette période. Ce rapport est transmis, sur sa demande, au ministre dont relève l'établissement.

Article 27 : Lorsqu'un enseignant bénéficie d'un congé sabbatique ou d'études, il ne peut être remplacé qu'à titre temporaire, par des enseignants contractuels relevant des dispositions du présent statut.

Chapitre III : Déroulement de Carrière

Section I : le Recrutement

Article 28 :

- 1- Nul ne peut avoir la qualité d'enseignant de l'enseignement supérieur, s'il ne remplit, en sus des conditions de l'Article 6 de la loi 93-09 du 18 janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agent contractuels de l'Etat et ses textes d'applications, les conditions qui sont prévues par le présent décret.
- 2- Les enseignants du supérieur appartenant à ces corps sont recrutés par concours ouverts par établissement et par discipline en vue de pourvoir à un ou plusieurs emplois. Ces emplois doivent faire l'objet d'une expression motivée des départements concernés.

- 3- Les modalités d'organisation des concours de recrutement sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et le cas échéant, de la santé dans les conditions prévues par le présent statut. Cet arrêté fixe les modalités et conditions du concours et précise en tant que de besoin, le nombre de places à pourvoir et le quota réservé pour chaque concours.
- 4- Dans l'ensemble des disciplines, les concours de recrutement des maîtres assistants par établissements peuvent être ouverts aux fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique remplissant les conditions fixées par le présent statut.
- 5- Les dossiers de candidature sont déposés au conseil pédagogique, scientifique et de recherche de l'établissement qui juge de leur recevabilité. Les dossiers recevables sont soumis à l'examen du conseil pédagogique et scientifique de l'université, qui en arrête la liste des candidats admis à concourir. Cette liste est communiquée au jury du concours pour procéder aux modalités de la sélection.
- 6- Le jury de concours est composé respectivement de deux membres du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de l'établissement, deux membres du conseil pédagogique et scientifique de l'université et de trois spécialistes appartenant au domaine externe à l'établissement.
- 7- Le président et les membres du jury du concours sont nommés par arrêté conjoint du Ministre de l'enseignement supérieur, du Ministre de la fonction publique et le ministre de la santé, le cas échéant.
- 8- Le jury de concours classe par ordre de mérite les candidats admis et après validation de la commission nationale des concours, transmet son procès-verbal au conseil d'administration de l'établissement concerné.
- 9- Après approbation, le conseil d'Administration transmet la liste des candidats admis avec un rapport circonstancié et motivé et les propose à la nomination dans le grade en tenant compte du nombre de postes par spécialité mis en concours.
- 10- Les intéressés sont nommés par arrêté conjoint du Ministre de l'enseignement supérieur, du ministre de la fonction publique et le cas échéant du Ministre de la santé.

Section II : des Stages

Article 29 : Les candidats nommés par voie externe dans un grade régi par les dispositions du présent décret, sont astreints à un stage d'un an pouvant être renouvelé une seule fois. Au terme de ce stage et après avis du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de l'établissement concernée, et de l'institution hospitalière, le cas échéant, ils sont, soit titularisés dans ce grade, soit licenciés.

Section III : Avancement

Article 30 : L'avancement d'échelon à l'intérieur de chaque grade a lieu tous les deux ans du premier au troisième échelon et tous les dix huit mois à partir du quatrième échelon sauf sanctions disciplinaires et ce, conformément aux dispositions en la matière du statut général de la fonction publique.

Article 31 : (Abrogé et remplacé par l'article 31 nouveau du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Section IV : de la Discipline

Article 32 : Sans préjudice des textes particuliers définissant les obligations des différentes catégories d'agents publics, les comportements et fautes professionnelles passibles de sanctions disciplinaires aux termes du présent décret sont ceux relatifs :

- 1- aux manquements aux règles de police générale ;
- 2- aux manquements aux obligations professionnelles et notamment ceux concernant l'assiduité aux enseignements, l'encadrement des étudiants, la préparation et la surveillance des examens, la correction des copies, le secret d'anonymat des sujets et des délibérations des jurys ;
- 3- à la participation à la fraude aux examens ou à la complicité ou tentative de complicité à la fraude aux examens ;
- 4- aux infractions de droit commun ;
- 5- à la participation aux activités subversives ;
- 6- à la participation à toute activité incompatible avec la dignité et la déontologie universitaire.

Article 33 : Sans préjudice de l'application, le cas échéant, de la loi pénale, les comportements et les fautes professionnelles cités à l'Article 32 ci-dessus peuvent entraîner les sanctions disciplinaires suivantes, classées par ordre de gravité :

- 1- l'avertissement écrit ;
- 2- le blâme avec inscription au dossier ;
- 3- le retard d'un an à l'avancement d'un échelon, qui comporte interdiction d'être proposé à l'inscription sur la liste d'aptitude au grade supérieur pendant cette durée ;
- 4- la suspension temporaire de fonction d'au plus un an ;
- 5- l'interdiction d'enseigner avec privation de traitement et d'indemnités pendant au plus quatre mois ;
- 6- la mise à la retraite d'office ;
- 7- la révocation sans suspension des droits à pension ;
- 8- la révocation avec suspension des droits à pension.

Article 34 : Les sanctions 1, 2, 3, et 4 prévues à l'Article 33 ci-dessus sont prononcées par décision du Ministre chargé de l'enseignement supérieur sur rapport circonstancié et motivé du président du conseil d'administration de l'établissement après avis de la commission de discipline concernée.

Les sanctions 5, 6, 7, et 8 prévus à l'Article 33 ci-dessus sont prononcées par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la Fonction Publique, sur rapport circonstancié et motivé du président du conseil d'administration après avis motivé de la commission de discipline du conseil scientifique et pédagogique.

L'exercice de l'action disciplinaire appartient au Ministre de l'enseignement supérieur, au Président, dans le cas d'une université, et au directeur dans le cas d'un autre établissement public d'enseignement supérieur.

Article 35 : Il est créé au sein du conseil scientifique et pédagogique de l'Université, du conseil scientifique, pédagogique et de recherche de chaque institution universitaire, ou établissement d'enseignement supérieur, une commission disciplinaire composée ainsi qu'il suit :

1- commission de discipline issue du conseil scientifique et pédagogique :

- le président du conseil Président ;
- le représentant du Ministre chargé de l'enseignement supérieur, Membre ;
- le représentant du Ministre chargé de la fonction publique Membre, Rapporteur ;
- trois (3) enseignants chercheurs dont l'un doit être au moins du même grade que l'enseignant mis en cause, Membres ;

2- commission de discipline issue du conseil scientifique, pédagogique et de recherche :

- le Président du conseil, Président ;
- Le chef de département auquel appartient l'enseignant mis en cause, Membre ;
- Trois (3) enseignants chercheurs dont l'un doit être au moins du même grade que l'enseignant mis en cause, Membres ;

Article 36 : La procédure disciplinaire est confidentielle et contradictoire.

L'enseignant chercheur mis en cause a la possibilité de se défendre lui-même ou de se faire assister par un défenseur de son choix.

Article 37: La convocation à se présenter devant la commission de discipline, signée par le président de ladite Commission, est notifiée au mis en cause par le rapporteur par toutes voies laissant traces écrites dix (10) jours au moins avant la séance.

Le mis en cause est informé par les mêmes voies et les pièces du dossier sont tenues à sa disposition auprès du rapporteur, pour consultation sur place et à titre confidentiel, soit par son défenseur. Une attestation de communication du dossier est signée, après cette consultation, par le mis en cause.

En cas de refus de consultation du dossier ou de signature de l'attestation de communication du dossier, il est passé outre à l'accomplissement de cette formalité et la commission peut valablement statuer.

Article 38 : La présence des deux tiers (2 /3) des membres de la Commission de discipline est nécessaire à la validité de l'avis émis.

Les avis sont rendus à la majorité simple des membres présents.

En cas de partage de voix, l'opinion favorable au mis en cause l'emporte.

Section V : la Retraite

Article 39 :

1- Par dérogation aux dispositions du statut général de la fonction publique et du régime des pensions civiles, les personnels des corps des enseignants de l'enseignement supérieur régis par les dispositions du présent décret sont admis à la retraite pour faire valoir leur droit à pensions lorsqu'ils auront atteint soixante cinq ans d'âge ou 40 ans de service effectif.

2- Les conditions d'admission à la retraite par anticipation de ces personnels sont les mêmes que celles prévues par le statut général de la fonction publique et le régime des pensions civiles.

3- la limite d'âge ou de service prévue ci-dessus ne peut pas être reculée.

Chapitre VI : Rémunération, Primes et Indemnités

Article 40 :

- 1- Le traitement des enseignants de l'enseignement supérieur appartenant à ces corps se compose des éléments ci-après:
 - Le traitement de base
 - Le complément du traitement
 - La prime de recherche
 - La prime d'encadrement
 - La prime d'incitation
 - La prime de sujétion
 - L'indemnité de non logement
 - Les allocations pour charge de famille
- 2- Les règles applicables pour le calcul des traitements des enseignants de l'enseignement supérieur et notamment la valeur du point d'indice, les indices afférents aux différents grades et échelons, ainsi que pour le calcul des allocations pour charge de famille, sont ceux prévus par le régime général de la fonction publique.
- 3- La rémunération, l'horaire et les conditions de travail du personnel enseignant contractuel sont fixés par leur contrat, dans des conditions qui seront déterminées par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'enseignement supérieur et des finances.
- 4- Le droit aux primes d'incitation, de sujétion et d'encadrement cesse, si l'enseignant n'exerce plus ses fonctions d'enseignement dans un établissement d'enseignement supérieur.

Article 41 : Les enseignants de l'enseignement supérieur appartenant à ces corps chargés d'assurer un enseignement supplémentaire, sont rémunérés à l'heure effective. L'octroi d'heures supplémentaires à des enseignants ne peut avoir d'autres fins que la rémunération des enseignements supplémentaires.

Article 42: Les taux des primes et indemnités allouées aux personnels des corps des enseignants de l'enseignement supérieur, ainsi que la rémunération des enseignements supplémentaires sont fixées par un décret.

Titre II : Dispositions Particulières aux Corps

Chapitre I : des Enseignants Chercheurs Universitaires

Article 43: Le corps des enseignants chercheurs universitaires comprend dans l'ordre hiérarchique, les grades suivants:

Grade	Intitulé du grade
AS4	Professeur des universités Directeur de Recherche
AS3	Professeur habilité Maître de recherche
AS2	Maître de conférences Assistant de recherche
AS1	Maître assistant

Article 44 : Le grade comporte 17 échelons.

Article 45 : La gestion du corps des enseignants chercheurs universitaires relève du Ministre chargé de l'enseignement supérieur en sa qualité de Ministre de rattachement.

Section I : des Professeurs des Universités

Article 46:

1 - Les professeurs des universités ont, dans les enseignements auxquels ils participent, la responsabilité principale de la préparation des programmes, de l'encadrement des maîtres de conférences, de la coordination des équipes pédagogiques et de recherche ainsi que de la direction des travaux des étudiants. Ils ont la responsabilité des examens.

2 - Ils assurent leur service d'enseignement sous forme de cours, de travaux dirigés ou de travaux pratiques. Ils ont une vocation prioritaire à assurer ce service sous forme de cours.

Article 47 :

1- Outre leurs obligations d'encadrement, les professeurs des universités doivent un service annuel d'enseignement fixé à 130 heures de cours.

2- Lorsqu'ils assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demi de travaux dirigés ou à deux heures de travaux pratiques.

Section II : des Professeurs Habilités

Article 48 :

1 - Les professeurs habilités assurent, en collaboration avec les professeurs des universités, leur service sous forme de cours, de travaux dirigés ou de travaux pratiques.

2 - Ils ont une vocation prioritaire sur les maîtres de conférence et les maîtres assistants à assurer ce service sous forme de cours.

Article 49 : Outre leur obligation d'encadrement, les professeurs habilités doivent un service annuel d'enseignement fixé à 140 heures de cours. Lorsqu'ils assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou à deux heures de travaux pratiques.

Section III : des Maîtres de Conférence

Article 50 :

1 - Les maîtres de conférences sont chargés d'assister les professeurs des universités et les professeurs habilités dans l'organisation des enseignements et des examens ainsi que dans l'encadrement des étudiants.

2 - Ils assurent leur service d'enseignement sous forme de travaux dirigés, de travaux pratiques ou, éventuellement, sous forme de cours.

Article 51 : Outre leurs obligations d'encadrement, Les maîtres de conférences doivent un service annuel fixé à 156 heures de travaux dirigés. Lorsqu'ils assurent un enseignement sous forme de cours ou de travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demi de travaux dirigés ou à deux heures de travaux pratiques.

Section IV : des Maîtres Assistants

Article 52 : Les maîtres assistants sont chargés d'assister les professeurs des universités, les professeurs habilités et les maîtres de conférence dans l'organisation des enseignements et des examens ainsi que dans l'encadrement des étudiants.

1 - Ils assurent leur service d'enseignement sous forme de travaux dirigés, de travaux pratiques ou, éventuellement, sous forme de cours.

2 - Outre leurs obligations d'encadrement, les maîtres assistants doivent un service annuel fixé à 175 heures de travaux dirigés. Lorsqu'ils assurent des cours ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou à deux heures de travaux pratiques.

Section v: des conditions de recrutement

Sous Section I : des Professeurs des Universités

Article 53 : (Abrogé et remplacé par l'article 53 nouveau du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Article 54 : Les professeurs des universités sont nommés par décret sur proposition conjointe des Ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la fonction publique sur présentation d'un rapport circonstancié et motivé du conseil d'Administration de l'institution concernée. Ils sont titularisés à compter de la date de leur nomination.

Sous Section II : des Professeurs Habilités

Article 55 : (Abrogé et remplacé par l'article 55 nouveau du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Sous Section III : des Maîtres de Conférences

Article 56 : (Abrogé et remplacé par l'article 56 nouveau du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Sous Section IV : des Maîtres Assistants

Article 57 : (Abrogé et remplacé par l'article 57 nouveau du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Article 58 : Les candidats au grade de maîtres assistants doivent présenter un dossier scientifique comportant leurs travaux de recherches et un rapport détaillé sur leur activité pédagogique et d'encadrement.

Chapitre II : des Enseignants Hospitalo-Universitaires

Article 59 : Le corps des enseignants hospitalo-universitaires comprend dans l'ordre hiérarchique, les grades suivants:

Grade	Intitulé du grade
AS4	Professeur hospitalo-universitaire
AS3	Professeur Agrégé
AS2	Chef de cliniques Assistant hospitalo-universitaire

Article 60 : Le grade comporte 17 échelons.

Article 61 : La gestion du corps des enseignants hospitalo-universitaires relève administrativement du Ministre chargé de l'enseignement supérieur et techniquement du Ministre chargé de la Santé.

Section I : Missions Communes

Article 62 :

- 1- Les enseignants hospitalo-universitaires exercent leurs fonctions dans les Facultés de Médecine, dans des Centres Hospitaliers universitaires, les hôpitaux principaux, hôpitaux spécialisés, instituts ou tout autre hôpital ou service hospitalier dont la vocation hospitalo-universitaire est reconnue par un arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Enseignement Supérieur et de la Santé, après avis du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de la Faculté concernée.
- 2- En plus des missions qui leur sont attribués par les dispositions de l'Article 8 du présent décret :
 - Ils assurent l'encadrement des activités de soins des services hospitalo-universitaires et les autres établissements hospitaliers mentionnés à l'alinéa 1 ci-dessus auxquels ils sont affectés, ainsi que l'encadrement des étudiants et de leurs stages hospitaliers.
 - ils participent au service alternatif de garde de nuit, les dimanches et les jours fériés contre repos compensateur ou, à défaut, une indemnité fixée par les structures hospitalières concernées.
 - Ils assurent les remplacements imposés par les congés des médecins, selon des modalités déterminées par un arrêté du Ministre chargé de la Santé.
 - ils participent à l'enseignement et à la formation du personnel médical et paramédical.
 - Ils participent à la réalisation des études et des travaux individuels ou d'équipes pouvant concerner une ou plusieurs disciplines, en vue notamment de recueillir des données épidémiologiques, de réaliser des travaux de recherche pédagogique de nature à relever le niveau de l'enseignement médical et des travaux de recherche en vue de contribuer à l'amélioration du niveau sanitaire du pays ; et favoriser la publication des travaux de recherche.

Section II : des Professeurs Hospitalo-universitaires

Article 63 : Les professeurs hospitalo-universitaires sont responsables des activités d'enseignement, d'encadrement, de recherche, de prévention et de soins. Ils sont chargés notamment de:

- dispenser les cours magistraux ;
- encadrer les enseignants-chercheurs, les résidents, les étudiants et stagiaires ;
- coordonner la préparation et la mise à jour des travaux pratiques et dirigés et participer, au besoin, à leur encadrement ;
- assurer ou participer à l'élaboration de manuels, modules d'enseignement et tous autres documents destinés à tout autre personnel de santé ;
- diriger les travaux de thèse et de mémoires et participer aux jurys d'examens, de soutenance et de concours ;
- coordonner et participer aux travaux de recherche ;

Les professeurs hospitalo-universitaires participent au sein d'un ou plusieurs départements d'enseignement et de recherche à la formation des enseignants-chercheurs, des résidents et étudiants, en organisant à leurs intentions, des conférences, exposés, séminaires et autres activités de recyclage et de formation continue.

Article 64: Outre le temps consacré à leurs activités de soins, de prévention, de garde, de recherche et d'encadrement, les services hebdomadaires d'enseignement des professeurs hospitalo-universitaires sont fixés à 5 heures de cours magistraux.

Section III : des Professeurs Agrégés

Article 65: Les professeurs agrégés participent aux différentes activités prévues à l'Article 63, sous la responsabilité des professeurs hospitalo-universitaires.

- Ils assurent dans leur spécialité, l'enseignement sous forme de cours magistraux, de travaux de groupes, de travaux dirigés et travaux pratiques.
- Ils participent, aux travaux de recherche entrepris par le service.
- Ils dirigent les travaux de thèse et de mémoires et participent aux jurys d'examens, de soutenance et de concours.
- Ils dispensent des soins et participent aux activités de prévention.

Les professeurs agrégés peuvent être assujettis à un service de garde.

Article 66 : Les services hebdomadaires d'enseignement des professeurs agrégés sont fixés à 6 heures de cours magistraux ou 9 heures de travaux dirigés ou de 12 heures de travaux pratiques.

Section IV : des Chefs de Clinique Assistants Hospitalo-universitaires

Article 67 : Les Chefs de clinique assistants hospitalo-universitaires sont chargés sous l'autorité de la hiérarchie dont ils dépendent, des missions de formation, d'encadrement des résidents et étudiants, et de participer aux activités de soins et prévention dans les formations hospitalo-universitaires ou hospitalières mentionnées à l'Article 62 du présent décret. Ils assurent les travaux dirigés et des travaux pratiques.

Ils participent à l'organisation des examens prévus par la réglementation en vigueur.

Article 68 : En cas de nécessité de service, les chefs de clinique assistants hospitalo-universitaires peuvent être appelés à assurer des cours magistraux et à encadrer des projets de fin d'études. Ils assurent un service d'enseignement de 7 heures de cours magistraux ou 10 heures de travaux dirigés ou 14 heures de travaux pratiques.

Section V : des Conditions du Recrutement

Sous-section I : des Professeurs Hospitalo-universitaires

Article 69 : Les professeurs hospitalo-universitaires sont recrutés parmi les professeurs agrégés en médecine, pharmacie et chirurgie dentaire comptant au moins quatre années d'exercice effectif en cette qualité, après étude des titres et travaux des intéressés par le Conseil pédagogique, scientifique et de recherche de la faculté de médecine.

Article 70 : Les professeurs hospitalo-universitaires sont nommés par décret sur proposition conjointe des Ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique, sur présentation d'un rapport circonstancié et motivé du conseil d'Administration de l'institution concernée. Ils sont titularisés à compter de la date de leur nomination.

Sous-section II : des Professeurs Agrégés

Article 71 : Les professeurs agrégés sont recrutés par voie de concours d'agrégation ouvert aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un titre de Chef de clinique assistant des hôpitaux ou d'assistant hospitalo-universitaire justifiant de quatre années d'exercice effectif au moins en cette qualité dans la spécialité objet du concours

Article 72 : Les modalités d'organisation du concours d'agrégation en vue du recrutement des professeurs agrégés sont fixées par arrêté conjoint des ministres de l'enseignement supérieur et de la santé.

Article 73 : Les professeurs agrégés militaires, des hôpitaux étrangers des armées sont assimilés aux professeurs agrégés quand ils exercent les fonctions normalement dévolues aux enseignants hospitalo-universitaires.

Sous-section III :

Des Chefs de Cliniques Assistants Hospitalo-universitaires

Article 74 : Les Chefs de clinique Assistants hospitalo-universitaires sont recrutés par voie de concours ouvert aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- Avoir validé le cursus normal du résidanat dont la durée est au moins de quatre ans.
- Etre âgé de moins de quarante cinq ans

Article 75 : Les candidats au concours de recrutement des Chefs de clinique Assistants hospitalo-universitaires doivent concourir dans la spécialité exercée dans les formations hospitalo-universitaires nationales ou étrangères ou dans une spécialité apparentée dûment reconnue par le Conseil pédagogique et scientifique.

Article 76 : Les modalités et la périodicité du concours de recrutement des chefs de cliniques assistants hospitalo-universitaires, le règlement, par spécialité, des concours, seront définis par un arrêté conjoint des Ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique.

Article 77 : Les candidats visés à l'Article 74 ci-dessus ne peuvent se présenter à plus de quatre sessions du concours de recrutement des chefs de cliniques assistants hospitalo-universitaires .

Titre III : Dispositions Relatives aux Personnels Enseignants Contractuels

Article 78 : Le personnel enseignant contractuel apporte son concours spécifique aux institutions universitaires dans les conditions définies ci- après. Ils ne participent pas aux organes de direction de l'institution et ne sont ni électeurs ni éligibles.

Chapitre I : Dispositions Relatives aux Professeurs Emérites et Honoraires

Article 79 :

1. Les professeurs de l'enseignement supérieur admis à la retraite peuvent en cas de besoin et pour une durée de quatre ans, renouvelable, se voir conférer par décret le titre de 'professeur émérite' ou de professeur honoraire, après avis du conseil national de l'enseignement supérieur et du conseil pédagogique et scientifique de l'institution concernée ainsi que de l'institution hospitalière concernée pour les enseignants hospitalo-universitaires, le cas échéant.
2. Les professeurs émérites peuvent diriger des séminaires, encadrer des chercheurs, participer à des jurys de thèse de doctorat et à des jurys d'habilitation ainsi qu'à des instances de recrutement et de promotion ainsi qu'à des activités d'encadrement des activités hospitalo-universitaires.

Chapitre II : Dispositions relatives aux Enseignants Associés et aux Enseignants Visiteurs

Article 80 : Les personnalités de nationalité mauritanienne jouissant d'une grande notoriété et d'une expérience professionnelle reconnue dans la discipline de leur spécialité, et ayant au moins cinq années d'activité professionnelle dans ce domaine, peuvent se voir conférer, par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et le cas échéant, de la santé, la qualité d'enseignant chercheur 'associé', pour une période déterminée sur proposition du conseil d'Administration de l'institution concernée et après avis de son conseil pédagogique et scientifique.

Article 81 : Les enseignants chercheurs étrangers jouissant d'une haute compétence reconnue, peuvent, sur proposition du conseil d'Administration de l'institution concernée et après avis de son conseil pédagogique et scientifique, se voir conférer par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et le cas échéant, de la santé, la qualité d'enseignant chercheur visiteur.

Chapitre III : Dispositions Relatives au Personnel des Vacations et des Monitorats

Article 82 : Les établissements d'enseignement supérieur peuvent faire appel à un personnel extérieur pour assurer des vacations ou des monitorats.

Ces personnels d'appoint doivent remplir les mêmes conditions académiques que les enseignants titulaires.

Ils sont mis en service par le Chef de l'établissement après avis du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de l'institution concernée.

Titre IV : Dispositions Spéciales Relatives aux Oulémas

Article 83 : Les Oulémas mauritaniens jouissant d'une grande notoriété peuvent être recrutés dans le grade de maître assistant du corps des enseignants chercheurs universitaires. Ils sont nommés sur proposition du conseil d'administration de l'établissement après avis d'une commission scientifique créée à cet effet par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des affaires islamiques. Cette commission devra tenir compte des critères suivants :

- Attestation de notoriété dûment établie.
- Diplômes et titres obtenus
- Travaux et publications effectués
- Communications présentées dans des colloques, des séminaires nationaux et internationaux.
- Travaux des recherches en cours.

Titre V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 84 : Le corps des professeurs de l'enseignement supérieur régis par les dispositions du décret 86.212 en date du 25 Décembre 1986, est constitué en corps d'extinction.

Article 85 : Pour la constitution initiale du corps des enseignants chercheurs universitaires, les professeurs de l'enseignement supérieur des niveaux A1, A2, A3 et A4, en fonction à la date d'effet du présent décret, sont reversés respectivement, dans les grades de maître assistant, maître de conférence, de professeur habilité et de professeur des universités.

Les professeurs de l'enseignement supérieur des niveaux A1, A2, A3 et A4 régis respectivement par le décret 86-212 du 25/12/86 et régulièrement affectés sur les emplois normalement dévolus aux grades de directeur de recherche, maître de recherche et d'assistant de recherche sont reclassés, sur leur demande, dans les grades correspondants institués par le présent décret au même échelon avec conservation de l'ancienneté dans l'échelon ;

Article 86 : A titre transitoire et pendant une période de sept ans à compter de la date de publication du présent décret au journal officiel :

- Les enseignants titulaires du niveau A1, qui ont été reversés dans le grade de maître assistant, sont versés directement dans le grade de Maître de conférences s'ils ont ou obtiennent un Doctorat. Ils seront automatiquement versés dans le grade de Maître de conférences à un échelon doté d'un indice égal à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Ils conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans l'ancien échelon.
- Les enseignants titulaires du niveau A2 ayant quatre années d'ancienneté dans ce niveau, qui ont été reversés dans le grade de maître de conférence, sont versés directement dans le grade de professeur habilité et ce sur présentation de travaux scientifiques publiés après leur nomination dans le niveau A2. Ils sont dispensés des conditions susvisées s'ils sont titulaires ou obtiennent le diplôme de Doctorat d'Etat ou l'habilitation à diriger des recherches et ils seront automatiquement versés dans le grade de professeur habilité à un échelon doté d'un indice égal à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine.
- Les enseignants titulaires du niveau A3 ayant quatre ans d'ancienneté dans ce niveau qui ont été reversés dans le grade de professeur habilité, sont versés directement dans le grade de professeur des universités après obtention d'un doctorat d'Etat obtenu après le doctorat de troisième cycle, ou d'une habilitation à diriger les recherches et sur présentation des travaux scientifiques publiés après leur nomination dans le niveau A3. Ils seront automatiquement versés dans le grade de professeur des universités à un échelon doté d'un indice égal ou immédiatement supérieur le cas échéant à celui qu'ils détiennent dans leur grade d'origine. Ils conservent dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans l'ancien échelon.
- Les enseignants titulaires des niveaux A1, A2 et A3 qui ont été reversés respectivement dans les grades de maître assistant, maître de conférence et de professeur habilité, remplissant les conditions fixées par le présent statut pour le reclassement au grade supérieur, sont dispensés de la procédure du concours prévu par le présent décret.

Article 87 : Les enseignants chercheurs universitaires concernés par les mesures prévues par les dispositions transitoires ci-dessus conservent la situation administrative qu'ils détiennent à la date d'effet du présent décret jusqu'à ce que les actes de leur reversement dans les différents grades cités ci-dessus aient été rendus effectifs.

L'ancienneté acquise dans leurs anciens grades par les enseignants chercheurs universitaires visés ci-dessus est réputée avoir été effectuée dans leurs nouveaux grades pour l'application des dispositions du présent décret.

Article 88: (Abrogé par l'article 2 du décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019).

Article 89 : Pour la constitution initiale du corps des enseignants hospitalo-universitaires, les personnels spécialisés sur les emplois normalement dévolus au corps des enseignants hospitalo-universitaires, en service à la date de publication du présent décret, seront versés dans le nouveau corps au grade correspondant dans les conditions de titres prévues par le présent décret.

Article 90 : A titre provisoire et pendant une période de sept ans à compter de la date de publication du présent décret au journal officiel :

- Les personnels spécialisés titulaires d'un titre de professeur agrégé après une ancienneté de quatre années sont versés directement dans le grade de professeur hospitalo-universitaire par décret sur proposition conjointe des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique.
- Les personnels spécialisés titulaires d'un titre de professeur agrégé après une ancienneté de moins de quatre ans sont versés directement dans le grade de professeur agrégé par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique.
- Les enseignants hospitalo-universitaires titulaires d'un titre d'assistantat obtenu par voie de concours sont versés dans le grade de Chefs de clinique assistant hospitalo-universitaire, par arrêté de reclassement conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique.
- Une commission scientifique examinera toutes les candidatures à un concours d'agrégation ou d'assistantat à l'étranger et définira par ailleurs les critères spécifiques de sélection pour le reclassement dans le grade de Chef de clinique assistant hospitalo-universitaire selon le besoin, de certains spécialistes qui ne sont pas d'anciens résidents ou internes des hôpitaux et ayant une expérience hospitalo-universitaire avérée.
- La composition et modalités de fonctionnement de la commission seront fixées par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la fonction publique.

Les bénéficiaires de ces dispositions conservent leur ancienneté d'échelon, s'ils sont classés à l'indice égal ou s'ils sont classés à l'indice supérieur, l'avantage retiré de ce classement est inférieur à celui que leur aurait procuré un avantage d'échelon dans leur situation d'origine.

Article 91 : Par dérogation aux dispositions relatives à la nomination au grade de professeur universitaire et professeur hospitalo-universitaires, et pendant une période transitoire de dix ans, les Ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique, et de la santé peuvent, sur présentation d'un rapport circonstancié et motivé du conseil d'Administration après avis favorable des conseils pédagogiques et scientifiques concernées, proposer la nomination au grade de professeur universitaire et hospitalo-universitaire les enseignants et chercheurs mauritaniens exerçant dans les universités ou centres de recherche étrangers et ayant acquis une notoriété scientifique reconnue.

Par dérogation aux dispositions du statut général de la fonction publique, la limite d'âge pour la nomination des personnes visées au présent Article est fixée à 45 ans

Article 92 : Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret notamment celles du décret 86.212 en date du 25 Décembre 1986.

Article 93 : Le présent décret prend effet à compter de sa signature.

Article 94 : Les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la santé et des affaires sociales, de la fonction publique et l'emploi et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

DECRET N°2014-085 DU 29 JUILLET 2014 COMPLETANT LE DECRET 2006-126 DU 04/12/2006 MODIFIE, PORTANT STATUT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS UNIVERSITAIRES ET HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Article Premier : Les dispositions transitoires et finales du Titre V du décret 2006-126 du 04/12/2006 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires sont complétées par un nouvel article après l'article 91 comme suit :

Article 91 Bis : Par dérogation aux dispositions relatives à la nomination au grade de professeurs Universitaires et Hospitalo-universitaires, les professeurs agrégés militaires, radiés des cadres de l'armée nationale pour limite d'âge, sont sur proposition du Ministre de la défense, pris en charge par l'Etat en qualité d'enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires, par arrêté conjoint des Ministres chargés de la fonction publique ; des Finances, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de la santé.

Dans cette situation, les intéressés exercent les fonctions dévolues aux corps des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires jusqu'à la limite, d'âge y afférente et cumulent leur pension avec la rémunération attachée au nouvel emploi dans la limite, soit du traitement qu'ils percevaient en dernier lieu dans l'emploi au titre duquel ils ont été admis à la retraite, soit du traitement afférent à l'emploi qu'ils continuent d'occuper.

Ils ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension.

Article 2 : Le ministre de la Défense Nationale, le Ministre des Finances, le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Modernisation de l'Administration, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

DECRET N°2016 – 157 DU 23 AOUT 2016 MODIFIANT, COMPLETANT ET ABROGENT CERTAINES DISPOSITIONS DU DECRET N° PORTANT STATUT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS UNIVERSITAIRES ET HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

ARTICLE Premier : Les dispositions de l'article 14, de l'alinéa 1 des articles 21 et 22 et les dispositions des articles 28, 30, 47, 49, 51 et 52 du décret n°2006.126/PM du 04 décembre 2006 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires, sont modifiées et remplacées ainsi qu'il suit :

Article 14 (nouveau): La charge annuelle d'enseignement due par les enseignants chercheurs universitaires et les enseignants hospitalo-universitaires de l'enseignement supérieur, est fixée à deux cent huit (208) heures équivalent-cours.

1. En cas de nécessité de service, ils peuvent assurer des heures supplémentaires d'enseignement dans les établissements dont ils relèvent ou dans d'autres établissements. Le volume des heures supplémentaires ne doit être supérieur à 1/3 de la charge statutaire. La rémunération des heures supplémentaires est fixée par décret.

2. Dans le cas où un enseignant n'assurerait pas l'intégralité de sa charge d'enseignement dans son établissement d'affectation, il peut être appelé à compléter son service dans un autre établissement d'enseignement supérieur relevant du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et situé dans un rayon de 70 kilomètres au maximum. Dans ce cas, les frais de transport sont assurés par l'établissement d'accueil.

3. Avant l'ouverture de chaque année universitaire, les personnels appartenant aux corps du présent statut présentent au conseil pédagogique, scientifique et de recherche de leur établissement d'affectation un rapport sur leurs activités d'enseignement, d'encadrement et de recherche de l'année universitaire écoulée.
4. Les personnels appartenant aux corps du présent statut nommés au sein d'un établissement d'encadrement supérieur ou de l'administration des institutions universitaires, ou des établissements publics de recherche scientifique, bénéficient d'une réduction de leur charge d'enseignement, calculée, conformément au tableau suivant :

Poste	Décharge
Président de l'Université	100%
Vice Président	50%
Directeur d'établissement d'enseignement supérieur/Doyen	2/3
Directeur d'établissement universitaire	2/3
Directeur Adjoint/ Vice Doyen	1/3
Directeur des études	1/3
Secrétaire Général de l'Université	1/3
Secrétaire Général d'une école/Institut/Fac	1/3
Chef Département	1/3
Coordinateur d'un Master/Licence/Filière/Module	0
Chef de Service/ Division	0

5. Les personnels appartenant aux corps du présent statut, nommés en dehors des établissements d'enseignement supérieur, de l'administration des institutions universitaires et des établissements publics de recherche scientifique, ont droit à une décharge d'enseignement, calculée, conformément au tableau suivant :

Poste	Décharge
Secrétaire Général d'un Ministère	100%
Chargé de Mission	1/3
Conseiller	1/3
Directeur Central	1/3
Chef Service	1/3

6. Les personnels appartenant aux corps du présent statut, nommés dans une fonction élective (membre du parlement-maire poste similaire) ou Gouvernementale (ministre – ambassadeur-poste similaire), sont soustraits de l'obligation d'assurer l'intégralité de leur charge d'enseignement durant leur mandat mais sans le salaire dû à cette charge.

Article 21 alinéa 1 (nouveau) : Les enseignants de l'enseignement supérieur, régis par le présent décret, ayant exercé pendant une période de 5 ans de leur administration d'origine, peuvent être détachés pour une période de 5 ans renouvelable une seule fois, par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des finances.

Article 22 alinéa 1 (nouveau) : La réintégration dans le corps d'origine à l'issue du détachement est prononcée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des finances.

Article 28 (nouveau) :

1. Nul ne peut avoir la qualité d'enseignant de l'enseignement supérieur, s'il ne remplit, en sus des conditions de l'Article 6 de la loi 93.09 du 18 janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et ses textes d'application, les conditions qui sont prévus par le présent décret.
2. Les enseignants appartenant aux corps du présent statut sont recrutés par concours ouverts par établissement et par discipline en vue de pourvoir à un ou plusieurs emplois. Ces emplois doivent faire l'objet d'une expression motivée des départements concernés.
3. Les modalités d'organisation des concours de recrutement sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et le cas échéant, le ministre de tutelle de l'établissement et pour chaque spécialité.
4. Dans l'ensemble des disciplines, les concours de recrutement des maîtres de conférence et maîtres assistants par établissements, peuvent être ouverts aux fonctionnaires de la fonction publique remplissant les conditions requises aux postes ouverts.
5. Le régime spécifique des concours de recrutement aux corps de l'enseignement supérieur sera fixé par décret.

Article 30 (nouveau) : L'avancement d'échelon à l'intérieur du grade a lieu tous les deux ans du premier (1^{er}) au sixième (6^e) échelon.

L'avancement au choix du sixième (6^e) échelon au septième (7^e) échelon a lieu tous les trente mois après inscription au tableau d'avancement au choix, sur avis du conseil scientifique, pédagogique et de recherche de l'établissement utilisateur. L'ancienneté de 4 ans dans le corps est exigée.

Article 47 (nouveau) :

Outre leurs obligations d'encadrement, les professeurs des universités doivent un service annuel d'enseignement fixé à deux cent huit (208) heures équivalent cours.

Lorsqu'ils assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une demi de travaux dirigés ou deux heures de travaux pratiques.

Article 49 (nouveau) : Outre, leur obligation d'encadrement, les professeurs habilités doivent un service annuel d'enseignement fixé à deux cent huit (208) heures équivalent cours.

Lorsqu'ils assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou de travaux pratiques.

Article 51 (nouveau) : Outre, leurs obligations d'encadrement, les maîtres de conférences doivent service annuel d'enseignement fixé à deux cent huit (208) heures équivalent cours.

Lorsqu'ils assurent un enseignement sous forme de travaux dirigés ou des travaux pratiques, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou deux de travaux pratiques.

Article 52 (nouveau) :

1. Les maitres assistants sont chargés d'assister les professeurs d' universités, les professeurs habilités et les maitres de conférences dans l'organisation des enseignements et des examens ainsi que dans l'encadrement des étudiants.
2. Ils assurent leurs service d'enseignement sous forme de travaux dirigés, de travaux pratiques ou éventuellement, sous forme de cours.
3. Outre leurs obligations d'encadrement, les maitres assistants doivent un service annuel fixé à deux cent huit heures (208) heures équivalents cours.
4. Lorsqu'ils assurent leurs services en TD ou TP, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou deux heures de travaux pratiques.

Article 2 : les dispositions du Titre IV sont complétées comme suit :

**Titre IV : Dispositions spéciales relatives aux oulémas
et aux agrégés militaires retraités**

Article 84 (nouveau) : Par dérogation aux dispositions relatives aux nominations au grade de professeurs agrégés hospitalo-universitaires, les médecins agrégés militaires, radiés des cadres de l'Armée nationale pour limite d'âge, sont pris en charge par l'Etat en qualité de professeurs agrégés hospitalo-universitaires, sur proposition du Ministre de la défense par arrêté conjoint des Ministres chargés de la fonction Publique, des Finances, de l'Enseignement Supérieur et de la Santé.

Dans ce cas, les intéressés exercent les fonctions dévolues aux corps des hospitalo-universitaires jusqu'à la limite d'âge y afférente et cumulent leur pension avec la rémunération attachée au nouvel emploi dans la limite, soit du traitement qu'ils percevaient en dernier lieu dans l'emploi au titre duquel, ils ont été admis à la retraite, soit du traitement afférent à l'emploi qu'ils continuent d'occuper. Ils ne peuvent acquérir des nouveaux droits à pension.

Article 3 : Sont abrogées les dispositions du Titre V relatives aux dispositions transitoires et finales.

Article 4: Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 48 « nouveau » : Les personnes recrutées par voie externe sont astreintes à un stage d'enseignement appliqué et pratique de deux ans et titularisées sur avis du conseil pédagogique, scientifique et de recherche de l'établissement utilisateur.

Article 3 : Les dispositions du TITRE II du décret n°2006-136/PM du 11 décembre 2006 portant statut particulier des enseignements technologiques, sont abrogées et remplacées comme suit :

TITRE II : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 49 « nouveau » : Pour la constitution initiale du corps des enseignants technologiques :

- Dans le grade de Maîtres technologues : il sera fait appel aux professeurs de l'enseignement technique ayant enseigné dans les établissements d'enseignement supérieur technique depuis au moins deux (2) ans sur la base du diplôme de doctorat.
- Dans le grade de Technologue : il sera fait appel aux professeurs de l'enseignement technique ayant enseigné dans les établissements d'enseignement supérieur technique depuis au moins deux (2) ans sur la base du diplôme de 3^{ème} cycle ou équivalent (bac+5 ans au moins).

Article 4 : Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Article 5 : Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Fonction Publique du Travail et de la Modernisation de l'Administration sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

2.11 DECRET N°2019 - 115/P.M/ MODIFIANT ET COMPLETANT CERTAINES DISPOSITIONS DU DECRET N° 2006-126 DU 04 DECEMBRE 2006, PORTANT STATUT DES ENSEIGNANTS CHERCHEURS UNIVERSITAIRES ET HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Article Premier : Les dispositions des articles 14, 21, 22, 30, 31, 34, 35, 53, 54, 55, 55, 56 et 57 du décret n° 2006-126 /PM du 04 décembre 2006, portant statut des Enseignants Chercheurs Universitaires et Hospitalo-universitaires, sont modifiées et remplacées ainsi qu'il suit :

Article 14 (nouveau) : La charge annuelle d'enseignement due par les enseignants chercheurs universitaires est fixée à deux cent huit (208) heures, équivalent cours.

La charge d'enseignement due par les enseignants hospitalo-universitaires est fixée conformément au tableau suivant :

Grade	Charge hebdomadaire d'enseignement universitaire	Charge hebdomadaire d'encadrement hospitalier
Professeur Hospitalo-Universitaire	2h de cours	6h (3h par jour à raison de 2j/semaine)
Professeur Agrégé	3h de cours	8h (4h par jour à raison de 2j/semaine)
Chef Clinique Assistant	5h de cours	10h (5h par jour à raison de 2j/semaine)

Lorsque les enseignants chercheurs universitaires ou hospitalo-universitaires assurent un enseignement sous forme de travaux dirigés ou de travaux pratiques ou d'encadrement et encadrement hospitalier des étudiants, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou de travaux pratiques ou d'encadrement et encadrement hospitalier des étudiants.

En cas de nécessité de service, ils peuvent assurer des heures supplémentaires d'enseignement dans les établissements dont ils relèvent ou dans d'autres établissements. Le volume des heures supplémentaires ne doit être supérieur à la charge statutaire. La rémunération des heures supplémentaires est fixée par décret.

Dans le cas où un enseignant n'assurerait pas l'intégralité de sa charge d'enseignement dans son établissement d'affectation, il peut être appelé à compléter son service dans un autre établissement d'enseignement supérieur relevant du Ministère de l'enseignement supérieur et situé dans un rayon de 70 kilomètres au maximum. Dans ce cas les frais de transport sont assurés par l'établissement d'accueil.

Avant l'ouverture de chaque année universitaire, les personnels de ces corps présentent au conseil pédagogique, scientifique et de recherche de leur établissement d'affectation un rapport sur leurs activités d'enseignement, d'encadrement et de recherche de l'année universitaire écoulée.

Les personnels appartenant aux corps du présent statut nommés au sein d'un établissement d'enseignement supérieur ou de l'administration des institutions universitaires, ou des établissements publics de recherche scientifique, bénéficient d'une réduction de leur charge d'enseignement, calculée, conformément au tableau suivant :

Poste	Décharge
Président de l'Université	100%
Vice-Président	50%
Secrétaire Général de l'université	2/3
Directeur d'établissement d'enseignement supérieur/doyen	2/3
Directeur d'établissement universitaire	2/3
Directeur Adjoint/ Vice Doyen	1/3
Directeur des études	1/3
Secrétaire Général d'une école/Institut/fac	1/2
Chef Département	1/3

Les personnels appartenant aux corps du présent statut, nommés, en dehors des établissements d'enseignement supérieur, de l'administration des institutions universitaires et des établissements publics de recherche scientifique, ont droit à une décharge d'enseignement, calculée, conformément au tableau suivant :

Poste	Décharge
Secrétaire Général Ministère	100%
Chargé de Mission ou Conseiller à la Présidence de la République	1/2
Chargé de Mission ou Conseiller au Premier Ministère	1/2
Directeur Central	1/2
Chef service	1/2

Les personnels appartenant à ces corps, nommés dans une fonction élective (président de conseil régional –député –maire) ou Gouvernementale (ministre –ambassadeur- ou poste similaire), sont soustraits de l’obligation d’assurer l’intégralité de leur charge d’enseignement durant leur mandat mais sans le salaire dû à cette charge.

Article 21 (nouveau) : Les enseignants de l'enseignement supérieur régis par le présent décret, après avoir accompli cinq années de service effectif, peuvent être détachés pour une période maximale de cinq ans renouvelable une seule fois.

Jusqu'à expiration de la première période de détachement l'enseignant de l'enseignement supérieur ne peut être remplacé dans son emploi qu'à titre temporaire, par un ou plusieurs enseignants contractuels.

Toutefois, le ministre dont relève l'établissement d'origine peut autoriser le remplacement d'un enseignant détaché par le recrutement d'un enseignant titulaire lorsqu'un emploi de même grade et de même spécialité doit devenir vacant dans un délai maximum de deux ans, par suite d'une mise à la retraite. L'enseignant détaché est de droit réintégré sur l'emploi ainsi libéré.

Article 22 (nouveau) : A l'expiration de son détachement le fonctionnaire est obligatoirement réintégré, au besoin en sur nombre dans son corps d'origine, lorsque le détachement a été prononcé d'office ou il a été interrompu pour une autre cause qu'une faute commise par l'intéressé dans son nouvel emploi.

La réintégration dans son corps d'origine à l'issue de son détachement est prononcée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des finances.

L'enseignant placé en position de détachement qui n'a pas été remplacé dans son emploi est réintégré dans ce dernier à l'expiration de la période de détachement.

L'enseignant placé en position de détachement qui a été remplacé dans son emploi est réintégré dans son établissement d'origine ou dans un autre établissement à la première vacance intervenant dans son grade et dans sa discipline.

Article 30 (nouveau) : Le grade comporte 17 échelons.

L'avancement d'échelon à l'intérieur de chaque grade a lieu tous les deux ans du premier au sixième échelon et de tous les dix-huit mois à partir du septième échelon.

L'avancement au choix est observé du sixième échelon au septième échelon après trente mois et inscription sur la liste des avancements au choix, sauf sanctions disciplinaires.

Article 31 (nouveau) : L'avancement de grade a lieu dans le respect des quotas d'effectif définis pour chaque grade et chaque discipline, en fonction des vacances d'emploi exprimés ou vacance constatée par les établissements concernés, par voie de concours ouverts aux candidats inscrits sur la liste d'aptitude qui est établie conformément aux critères fixés par arrêté du Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Il est créé une seule liste d'aptitude au niveau national pour chaque grade arrêté par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Les demandes d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeurs des universités, de professeur habilité et de Maître de conférences, assorties d'un dossier individuel, sont examinées, d'abord, par le conseil pédagogique et scientifique de chaque établissement avant d'être transmis au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

En cas d'avancement de grade, les intéressés sont placés à l'échelon comportant un indice immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade précédent et conservent l'ancienneté acquise dans leur ancien grade si l'avantage résultant de leur nomination est inférieur à celui qu'ils auraient obtenu par un avancement d'échelon dans leur grade d'origine.

Les modalités pratiques pour l'inscription sur les listes d'aptitude et les règles d'organisation du concours pour l'accès aux grades sont fixées par arrêté du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sur avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Article 33 (nouveau) : Sans préjudice de l'application, le cas échéant, de la loi pénale, les comportements et les fautes professionnelles cités à l'Article 32 ci-dessus peuvent entraîner les sanctions disciplinaires suivantes, classées par ordre de gravité :

- 1- l'avertissement écrit ;
- 2- le blâme avec inscription au dossier ;
- 3- le retard d'un an à l'avancement d'un échelon, qui comporte interdiction d'être proposé à l'inscription sur la liste d'aptitude au grade supérieur pendant cette durée ;
- 4- la suspension temporaire de fonction d'au plus un an ;
- 5- l'interdiction d'enseigner avec privation de traitement et d'indemnités pendant au plus quatre mois ;
- 6- la mise à la retraite d'office ;
- 7- la révocation sans suspension des droits à pension ;
- 8- la révocation avec suspension des droits à pension.

Article 34 (nouveau) : Les sanctions **1** et **2** prévues par l'article **33** ci-dessus sont prononcées par le chef de l'établissement sur avis de la commission de discipline de l'établissement issu du conseil pédagogique, scientifique et de recherche .

Les sanctions **3** et **4** prévues par le même article sont prononcées par décision du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition du chef d'établissement après avis motivé de la commission de discipline de l'établissement.

Les sanctions **5**, **6**, **7** et **8** prévus par l'article ci-dessus sont prononcées par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la Fonction Publique, sur rapport détaillé et motivé du chef d'établissement après avis motivé de la commission de discipline de l'établissement.

Article 35 (nouveau) : Il est créé au sein du conseil pédagogique et scientifique des universités, du conseil pédagogique et scientifique et de recherche de chaque institution universitaire, ou établissement d'enseignement supérieur, une commission disciplinaire composée ainsi qu'il suit :

1- Commission de Discipline issue du Conseil Pédagogique et Scientifique :

- le président du conseil, président ;
- le représentant du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, membre ;
- le représentant du Ministère de la Fonction Publique, membre rapporteur ;
- le chef de l'établissement universitaire concerné, membre ;
- trois (3) enseignant-chercheurs dont un, au moins, du même grade que l'enseignant mis en cause, membres.

Cette commission est compétente pour statuer sur les cas disciplinaires **4**, **5** et **6** prévus par l'article **32**(nouveau) ci-dessus.

2- Commission de Discipline issue du Conseil Pédagogique et Scientifique et de Recherche :

- le président du conseil, président ;
- le représentant du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, dans le cas des établissements ne relevant pas des universités, membre ;
- le représentant du Ministère de la Fonction Publique, dans le cas où l'établissement ne relevant pas des universités, membre rapporteur ;
- le vice doyen ou le directeur des études, membre ;
- le chef du département auquel appartient l'enseignant mis en cause, membre ;
- trois (3) enseignant-chercheurs dont un, au moins, du même grade que l'enseignant mis en cause, membres.

Cette commission est compétente pour statuer sur les cas disciplinaires **1,2** et **3** prévus par l'article **32** nouveau ci-dessus.

Article 47 (nouveau) : Lorsque les professeurs des universités assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques, ou d'encadrement des étudiants, la péréquation suivante est applicable : une heure équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou de travaux pratiques, ou d'encadrement des étudiants.

Article 49 (nouveau) : Lorsque les professeurs habilités assurent des travaux dirigés ou des travaux pratiques ou d'encadrement des étudiants, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou de travaux pratiques ou d'encadrement des étudiants.

Article 51 (nouveau) : Lorsque les maîtres de conférences assurent un enseignement sous forme de travaux dirigés ou des travaux pratiques ou d'encadrement, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés de travaux pratiques ou d'encadrement des étudiants.

Article 52(nouveau) : Les maîtres assistants sont chargés d'assister les professeurs des universités, les professeurs habilités et les maîtres de conférences dans l'organisation des enseignements et des examens ainsi que dans l'encadrement des étudiants.

Ils assurent leur service d'enseignement sous forme de travaux dirigés, de travaux pratiques, ou d'encadrement des étudiants ou éventuellement, sous forme de cours.

Lorsque les maîtres assistants assurent un enseignement sous forme de travaux dirigés ou des travaux pratiques ou d'encadrement des étudiants, la péréquation suivante est applicable : une heure de cours équivaut à une heure et demie de travaux dirigés ou de travaux pratiques ou d'encadrement des étudiants.

Article 53 (nouveau): Les professeurs des universités sont recrutés par voie de concours ouverts aux professeurs habilités ayant au moins quatre années d'ancienneté dans le grade et inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de Professeur des universités prévu à l'article 31 du présent décret.

Article 54 (nouveau): Les enseignants admis au grade de Professeur des Universités sont nommés par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la fonction publique et, le cas échéant, le Ministre de tutelle de l'établissement bénéficiaire.

Article 55 (nouveau) : Les professeurs habilités sont recrutés par voie de concours parmi les maîtres de conférences ayant au moins quatre années d'ancienneté dans le grade et inscrits sur la liste d'aptitude.

Article 56 (nouveau) : Les Maîtres de conférences sont recrutés par voie de concours parmi les maîtres assistants ayant au moins quatre années d'ancienneté dans le grade et inscrit sur la liste d'aptitude.

Article 57 (nouveau) : Les maîtres assistants sont recrutés par voie de concours ouvert aux :

- ❖ candidats titulaires d'un doctorat ou d'un **PHD** et âgés de **45** ans au plus ;
- ❖ agents de la fonction publique, titulaires d'un doctorat ou d'un **PHD**, ayant une ancienneté de huit (**8**) ans dans leur corps.

Article 2 : Les dispositions du Titre **III** du décret n° **2006-126/PM** du **04 décembre 2006**, portant statut des Enseignants Chercheurs Universitaires et Hospitalo-Universitaires sont complétées comme suit :

**Chapitre IV (nouveau) : Personnel Contractuels d’Enseignement
et de Recherche :**

Article 83 (nouveau) : Les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche scientifique peuvent, en fonction des possibilités de recrutement qui se dégagent, faire appel à des personnels contractuels pour assurer des missions d'enseignement et de recherche.

Article 84 (nouveau) : Outre les contrats ordinaires, il est institué spécialement deux types de contrats d'enseignement et/ou de recherche :

- ❖ Contrat d'Expert en Enseignement et Recherche (CEER) ;
- ❖ Contrat d'Attaché d'Enseignement et de Recherche (CAER).

Article 85 (nouveau) Un arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique fixera les critères opérationnels et le modèle-type pour chaque catégorie et précisera les engagements des parties contractantes ainsi que les conditions du renouvellement et de résiliation des contrats.

Article 86 (nouveau) : Pour être recruté en CEER, le candidat doit avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans l'enseignement et la recherche au sein d'institutions d'enseignement supérieur ou de recherche scientifique à l'étranger.

Ces experts peuvent être, sur avis du Conseil National de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et après l'accord du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, recrutés pour une durée indéterminée sous réserve de la limite d'âge fixée pour la retraite statutaire.

Les personnes recrutées en CEER sont soumises au même traitement salarial que leurs homologues titulaires dans les corps de la fonction publique.

Article 87 (nouveau) : Peuvent être candidats au CAER, les personnes de nationalité mauritaniennes titulaires d'un doctorat et justifiant au moins de deux publications, dans une revue internationale indexée dans son domaine de recherche ou revue scientifique nationale accréditée.

La durée d'un Contrat d'Attaché d'Enseignement et de Recherche ne peut pas dépasser un (01) an, renouvelable une seule fois. En aucun cas le CAER ne peut excéder deux (02) ans.

Article 3 : Les numéros des articles du Titre **IV** du décret n° **2006-126 /PM** du **04 décembre 2006**, portant statut des Enseignants Chercheurs Universitaires et Hospitalo-Universitaires sont réaménagées comme suit :

Titre IV : Dispositions Spéciales Relatives aux Oulémas et aux Agrégés Militaires Retraités

Article 88 (nouveau) : Les Oulémas Mauritaniens jouissant d'une grande notoriété peuvent être recrutés dans le grade de maître assistant du corps des enseignants chercheurs universitaires. Ils sont nommés sur proposition du conseil d'administration de l'établissement après avis d'une commission scientifique créée à cet effet par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la fonction publique et des affaires islamiques. Cette commission devra tenir compte des critères suivants :

- ❖ Attestation de notoriété dûment établie ;
- ❖ Diplômes et titres obtenus ;
- ❖ Travaux et publications effectués ;
- ❖ Communications présentées dans des colloques, des séminaires nationaux et internationaux ;
- ❖ Travaux des recherches en cours.

Article 89 (nouveau) : Par dérogation aux dispositions relatives aux nominations au grade de professeurs agrégés hospitalo-universitaires, les médecins agrégés militaires, radiés des cadres de l'Armée nationale pour limite d'âge, sont pris en charge par l'Etat en qualité de professeurs agrégés hospitalo-universitaires, sur proposition du Ministre de la défense, par arrêté conjoint des Ministres chargés de la fonction publique, des finances, de l'enseignement supérieur et de la santé.

Dans cette situation, les intéressés exercent les fonctions dévolues au corps des hospitalo-universitaires jusqu'à la limite d'âge y afférente et cumulent leur pension avec la rémunération attachée au nouvel emploi dans la limite, soit du traitement qu'ils percevaient en dernier lieu dans l'emploi à titre duquel ils ont été admis à la retraite, soit du traitement afférent à l'emploi qu'ils continuent d'occuper. Ils ne peuvent acquérir des nouveaux droits à pension. »

Article 4 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 5 : Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et de technologie de l'information et de la communication le Ministre de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et de la Modernisation de l'Administration et le Ministre de l'Economique et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

2.12 Décret n° 2020 – 070 du 24/06/2020 /PM portant modification de certaines dispositions du décret n° 2006-126 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifié par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019.

Article premier : Les dispositions des articles 31(nouveau), 53(nouveau), 55(nouveau), 56(nouveau), 57(nouveau) et 88 (nouveau) du décret n° 2006-126 du 04 décembre 2006, modifié, portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifiées par le décret n° 2019–115/PM du 11 juin 2019 sont modifiées ainsi qu’il suit :

Article 31 (nouveau) : L'avancement de grade a lieu dans le respect des quotas d'effectif définis pour chaque grade et chaque discipline, en fonction de vacance d'emplois exprimée constatée par les établissements concernés, par voie de concours ouverts aux candidats inscrits sur la liste d'aptitude.

Il est créé une seule liste d'aptitude au niveau national pour chaque grade ; elle est arrêtée par le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Les demandes d'inscription sur la liste d'aptitude aux grades de professeurs des universités, de professeur habilité et de Maître de conférences, assorties d'un dossier individuel, sont examinées, d'abord, par le Conseil Pédagogique et Scientifique de chaque établissement avant d'être transmises au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Les conditions d'éligibilité à l'inscription sur les listes d'aptitude sont :

Liste d'aptitude au Grade	Conditions d'éligibilité
Professeur des Universités	<ul style="list-style-type: none"> • Être nommé dans le grade de Professeur Habilité depuis au moins quatre (4) ans ; • Être titulaire d'une Habilitation à Diriger des Recherches obtenue après un doctorat ou un PhD ; • Avoir dirigé ou co-dirigé deux (2) thèses depuis sa nomination au grade de Professeur Habilité ; • Avoir publié deux (2) articles ou deux ouvrages durant les quatre (4) dernières années depuis sa nomination au grade de Professeur Habilité ;
Professeur Habilité	<ul style="list-style-type: none"> • Être nommé dans le grade de Maitre de Conférences depuis au moins quatre (4) ans ; • Être titulaire d'une Habilitation à Diriger des Recherches obtenue après un doctorat ou un PhD ; • Avoir encadré quatre (4) masters depuis sa nomination au grade de Maitre de Conférences ; • Avoir publié trois (3) articles ou trois (3) ouvrages durant les quatre (4) dernières années depuis sa nomination au grade de Maitre de Conférences.
Maitre de Conférences	<ul style="list-style-type: none"> • Être titularisé dans le grade de Maitre-Assistant depuis deux (2) ans ; • Être titulaire d'un doctorat ou d'un PhD ; • Avoir encadré quatre (4) masters depuis sa nomination au grade de Maitre-Assistant ; • Avoir publié deux (2) articles ou deux ouvrages durant les quatre (4) dernières années ou depuis sa nomination au grade de Maitre-Assistant.

Les enseignants chercheurs mauritaniens en poste à l'étranger peuvent demander leur inscription sur les listes d'aptitude. Ils sont soumis aux conditions d'éligibilité précisées dans le tableau précédent concernant le grade occupé à l'étranger, la production scientifique et l'encadrement. Ils devront transmettre leur dossier de candidature directement au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

En cas d'avancement de grade, les intéressés sont placés à l'échelon comportant un indice immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade précédent et conservent l'ancienneté acquise dans leur ancien grade si l'avantage résultant de leur nomination est inférieur à celui qu'ils auraient obtenu par un avancement d'échelon dans leur grade d'origine.

Les modalités pratiques pour l'inscription sur les listes d'aptitude et les règles d'organisation du concours pour l'accès aux grades sont fixées par arrêté du Ministre en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, sur avis du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Article 53 (nouveau) : Les professeurs des universités sont recrutés par voie de concours ouverts aux professeurs habilités inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Professeur des Universités.

Les enseignants chercheurs mauritaniens en poste à l'étranger sont recrutés par voie de concours s'ils sont inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Professeur des Universités et dont l'âge est de 45 ans au plus à la date du concours.

Article 55 (nouveau) : Les professeurs habilités sont recrutés par voie de concours ouverts aux Maîtres de conférences inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Professeur Habilité.

Les enseignants chercheurs mauritaniens en poste à l'étranger sont recrutés par voie de concours s'ils sont inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Professeur Habilité et dont l'âge est de 45 ans au plus à la date du concours.

Article 56 (nouveau) : Les maîtres de conférences sont recrutés par voie de concours ouverts aux Maîtres assistants inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Maître de Conférences.

Les enseignants chercheurs mauritaniens en poste à l'étranger sont recrutés par voie de concours s'ils sont inscrits sur la liste d'aptitude au grade de Maître de Conférences et dont l'âge est de 45 ans au plus à la date du concours.

Article 57 (nouveau) : Les maîtres assistants sont recrutés par voie de concours ouverts aux :
Candidats titulaires d'un doctorat d'université ou d'un PhD et âgés de 45 ans au plus à la date du concours ;

fonctionnaires, titulaires d'un doctorat d'université ou d'un PhD, ayant une ancienneté de huit (8) ans dans leur corps.

Article 2 : Sont abrogées les dispositions de l'article 88 (nouveau) du décret n° 2006-126 du 04 décembre 2006 portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires modifiées par le décret n° 2019-115 du 11 juin 2019.

Article 3 : Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, des Technologies de l'information et de la communication, le Ministre des Finances et le Ministre de la Fonction publique du Travail et de la Modernisation de l'Administration sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.